

Loyers chers et pain cher

C'est la chanson du
printemps qui s'an-
nonce !

le libertaire

Administration : HENRI DELECOURT
9, Rue Louis-Blanc, PARIS (10)
Chèque postal : Delecourt 691-12

QUOTIDIEN ANARCHISTE

A partir de 20 heures : Téléphone Gutenberg 26-55

Rédaction : GEORGES BASTIEN
123, rue Montmartre, Paris (2)

ABONNEMENTS

| FRANCE | ETRANGER |
|----------------------------------|----------------------|
| Un an... 50 fr. | Un an... 112 fr. |
| Six mois... 25 fr. | Six mois... 56 fr. |
| Trois mois... 12 fr. | Trois mois... 28 fr. |
| Chèque postal : Delecourt 691-12 | |

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

Reines et demoiselles d'honneur

Que reste-t-il à inventer pour corrompre et abrutir la jeunesse, afin de l'éloigner des préoccupations sérieuses qui auraient pour but la transformation sociale désirable ?

Les dancings pullulent. C'est par milliers que se chiffrent les salles, grandes et petites, où jeunes gens et jeunes filles se livrent à des états d'âme où on ose appeler chorégraphiques et qui sont tout au plus aux sons peu harmonieux des jazz-bands les plus assourdissants, des trémoussements échevelés, épileptiques et exténuants.

On ne compte plus les cinémas, et tous, ou presque, font chaque jour salle pleine. Encore, si les films qui se déroulent sur l'écran étaient de nature à émouvoir noblement ou à susciter de saines réflexions ! Mais la plupart sont idiots et démoralisants.

Que dirai-je des sports ? On a tant et tant répété que la véritable et nécessaire culture physique est totalement étrangère à ces matches, ces combats, ces concours et tous ces spectacles truqués, maquillés et dépourvus de tout intérêt, qu'à force de réclamer et de bluff, attirent des foules énormes, qu'il suffit de le dire une fois de plus.

Et les courses ? Et la belotte ? Et les concours stupides où il devient presque impossible de trouver une chanson qui ne soit ni bête, ni vulgaire, ni grossièrement obscène...

Je prie le lecteur de ne pas se méprendre. Je ne suis pas de la race hypocrite de ces diables qui, devenus vieux, se font émites. Je ne suis pas de cette engeance de vieillards grincheux qui blâment les plaisirs dont ils ne peuvent plus prendre leur part.

Je conçois que la jeunesse, comme du reste tous les autres âges, aime le plaisir.

Quand ils sont de bonne qualité et pris à dose raisonnable, les plaisirs sont, sous tous les rapports, une excellente chose, et le cœur et l'esprit y trouvent leur compte, comme le sang et les muscles y trouvent le leur. Et il est naturel que la jeunesse, qui a besoin de bruit et de mouvement et qui a tout un monde de curiosités à satisfaire, recherche les spectacles, se livre à la danse et s'intéresse aux exercices sportifs.

Le malheur est que : d'une part, déplorables sont les conditions dans lesquelles les jeunes gens des deux sexes sont appelés à user de la danse, d'autre part, ils s'y adonnent avec une passion qui les absorbe et les rend insensibles à tout ce qui n'est pas sport, cinéma ou dancing.

Dancez, jeunes gens ; amusez-vous, folâtrez, laissez-vous emporter, enlaçez et frémissiez, au rythme cadencé d'une musique entraînante. Mais ne faites pas du dancing le centre professionnel de votre existence.

Allez au cinéma ; choisissez les salles et les jours où vous aurez l'avantage de voir se dérouler sous vos yeux un programme qui comprendra des films intéressants. Mais ne vous emballez pas à propos de drames policiers, d'exploits de cambrioleurs ou de scènes ultra-patriotiques ou religieuses.

Faites du sport ; assistez de temps en temps aux réunions sportives, si vous aimez la poussière et la cohue. Mais gardez-vous de rêver des prouesses des as de la lutte, de la boxe, du football, de la natation ou de la course à pied. Ne vous prenez ni d'admiration, ni d'envie pour la question de tel champion. Ne faites pas des questions sportives l'unique sujet de vos conversations, de vos lectures et de vos préoccupations.

Usez ; n'abusez pas. Et surtout, n'oubliez pas, en faveur du dancing, du cinéma, ou du sport, tout le reste.

Tout le reste, c'est-à-dire l'intérêt que vous devez porter aux problèmes sociaux d'où dépendent votre vie et celle des vôtres ; l'effort que vous avez le devoir d'accomplir, avec vos camarades, pour améliorer vos conditions de travail et de vie, la lutte que vous avez à mener chaque jour pour des salaires moins insuffisants, des journées de travail moins longues, pour que vos employeurs vous traitent en hommes et non en esclaves.

Je disais, au commencement de cet article : « Que reste-t-il à inventer, pour corrompre et abrutir la jeunesse ? » Que va-t-on trouver encore, afin de l'éloigner des préoccupations sérieuses qui auraient pour but la transformation sociale désirable ? « Eh bien ! et c'est là que je voulais en venir, on a trouvé quelque chose. Ce quelque chose, c'est le coup des « Reines et des demoiselles d'honneur ».

C'était simple, mais il fallait y penser. Et on y a pensé.

Et comment ! Ouvrez un grand quotidien. Vous y trouverez tous les jours — et le plus souvent en première page et à la place d'honneur, si j'ose dire — trois photos. Ce sont celles de trois jeunes filles. Elles sont jolies et admirablement coiffées : c'est la Reine encadrée de ses deux demoiselles d'honneur.

Reines des vingt arrondissements de Paris ; Reines de toutes les provinces, de tous les cantons et même de tous les chefs-lieux de canton se distinguant par un type spécial, ou par un produit connu.

C'est une mode qui prend de formidables proportions : il faut que chaque région, chaque ville, chaque quartier, chaque industrie, chaque spécialité ait

sa Reine, et on ne conçoit pas plus une Reine qu'une mariée sans ses deux demoiselles d'honneur.

L'élection de ces Souveraines donne naissance à une foule d'intrigues et de combines. Il faut ensuite que la Souveraine s'exhibe en grand tralala, et cette solennité implique un cortège, des réjouissances publiques et des nouvelles à tout casser, avec accompagnement de champagne, de discours et de soirées de gala.

On voit d'ici toute la tourbe de vanités, de profits et d'intrigues que met en mouvement cette multitude de couronnements.

Je ne suis pas d'esprit assez puéril pour m'alarmer de cette floraison de couronnes royales, sous le regard bienveillant de la Marianne au bonnet phrygien. Je sais que ces mascarades n'ont aucune influence sur le thermomètre politique ; ça n'y fait ni chaud ni froid.

Mais se rend-on compte du boulevardement que produit dans le cerveau de vingt ans d'une ouvrière ou d'une paysanne cette royauté éphémère ? Conçoit-on le détraquement qui s'en suit ? Mesure-t-on toutes les conséquences des acclamations, des réceptions quasi officielles, des fleurs, du champagne, des discours d'adulation, des bijoux qui font partie du programme ?

Je laisse au lecteur le soin de réfléchir et de conclure.

Eh bien ! Le mouvement s'étend. Les Reines et demoiselles d'honneur sont, actuellement, quelques centaines chaque année. D'ici peu, il y en aura annuellement plusieurs milliers : autant de jeunes filles et, avec elles, leur famille et leur entourage, votés au mal de vanité, d'arrogance, de coquetterie et de frivolité.

Bon filon pour la bourgeoisie qui se défend comme elle peut.

Dancings, cinémas, sports, courses, jeux, régnent de vingt-quatre heures, dans la partie que nous jouons contre les maîtres, ce sont autant d'atouts qu'ils possèdent contre nous.

Ces bourgeois-là sont malins.

Sébastien FAURE.

L'affaire Jacob

Seuls les vieux militants se rappellent l'affaire Jacob.

En 1904, après un cambriolage à Abbeville (Somme) et une chasse à l'homme qui se termina par la capture de Jacob, s'y montrèrent des hommes dans toute la force du mot. Anarchistes, ils étaient partis en guerre contre la société capitaliste à leur façon, en cambriolant, mais toutefois en évitant toujours de verser le sang. Il fallut la poursuite acharnée des policiers d'Abbeville et de la justice, pour que les révolvers partent contre les défenseurs de la propriété.

De touchants témoignages furent entendus à la Cour d'Assises. Cœur généreux, Jacob n'était pas de ces illégaux agiles, poussés seulement par l'ardeur du combat. Des exemples furent donnés au Jacob soulageant des misères effroyables, faisant œuvre d'humanité.

Son attitude pendant les débats fut fière. Dans une déclaration, il fit, d'une façon assez claire quoiqu'un peu sèche, de la bourgeoisie qui par ses lois et son exploitation, justifie la reprise individuelle.

Le ministère public accablait les accusés. Ceux-ci répondaient par une critique de la société. A l'encontre de l'accusation d'un pair de mouches valant cent francs avait été voté, un des accusés lança : « Des mouches à dix centimes, c'est une insulte à la misère ».

La population abbeilloise manifesta sa sympathie aux accusés. Des acclamations populaires accueillirent le passage de la voiture cellulaire. Sur tout le parcours et aux environs du Palais de Justice, un véritable état de siège avait été proclamé. Les jurés bourgeois, apeurés, furent mécontents. Ils condamneront au maximum, ceux qui osent ainsi se dresser contre leur caste. Jacob et ses amis furent envoyés au bagne.

Seul de tout, la presse locale, *Germinal* prit courageusement la défense des accusés.

Depuis près de 20 ans, Jacob est au bagne. Nous ignorons ce que sont devenus ses camarades.

Le Peuple et le Quotidien mènent campagne pour obtenir la grâce de Jacob.

Le Libertaire et tous les anarchistes se joignent à eux pour que leur demande soit exaucée, et qu'on libère au plus vite celui qui souffre dans les geôles depuis 1904, parce qu'il osa s'attaquer à la propriété.

Les « Bouffe-Tout » du fascisme patriotard

Encore une réunion des fascistes patriotards ! Le Comité d'action de la Ligue des patriotes annonce qu'il tiendra un meeting à Luna-Park contre « les défilés » le 12 mars, à 20 h. 45.

On y verra Pierre Taittinger, Edouard Soulier, Désiré Ferry, et un représentant pour l'Alsace et la Lorraine !

C'est une réunion de fascistes patriotards ! Le Comité d'action de la Ligue des patriotes annonce qu'il tiendra un meeting à Luna-Park contre « les défilés » le 12 mars, à 20 h. 45.

On y verra Pierre Taittinger, Edouard Soulier, Désiré Ferry, et un représentant pour l'Alsace et la Lorraine !

C'est une réunion de fascistes patriotards ! Le Comité d'action de la Ligue des patriotes annonce qu'il tiendra un meeting à Luna-Park contre « les défilés » le 12 mars, à 20 h. 45.

Chez les faiseurs de lois

La séance est ouverte à 3 h. 10. Painlevé préside.

La Chambre adopte d'abord sans débat de nombreux projets d'intérêt local. On adopte ainsi un projet supprimant les conseils d'arrondissement de Saint-Denis et de Sceaux, puis un projet relatif à l'expropriation en vue de l'établissement de terrains sportifs.

On aborde ensuite la discussion d'un projet relatif aux crédits supplémentaires. Mais, après des poncifs et des banalités sur les loyers, qui ne résolvent pas la question terrible du logement, on parle de la grève des télégraphistes. Nous tenons à donner in-extenso ce qui a été dit à ce sujet.

M. Piquenail. — Je connais cette vieille ficelle ! Paul Faure disait : Lorsque la réaction cessera de m'injurier, je me demanderai quel crime j'ai commis ! Mais c'est vous la réaction ! Croyez-vous que vous valez mieux que le bloc national ? D'ailleurs, au lieu de m'injurier, vous feriez mieux d'apprécier mes arguments et d'y répondre, et de réfuter les faits que j'apporte ici.

En ce qui concerne les 500 francs vous avez objecté la question financière. Vous n'avez pas dit que tel tel ait été payé par les 500 francs, et songez que, même en résolvant le conflit actuel, vous n'avez pas apporté de solution à la question qui intéresse tous les ouvriers à salaire régional !

Nous y reviendrons ! En attendant, accordiez les 500 francs, et rappelez toutes les sanctions que vous avez prises. La police a été cordiale parce qu'elle sentait l'équité de la revendication ; et la grève s'est déroulée dans la dignité et le calme.

M. Faure. — M. Piquenail a fait appel à la sagesse et à la collaboration du gouvernement. Je voudrais, au sujet de cette grève, moi aussi, dire un mot.

Elle aurait pu être évitée si les modalités d'attribution des 500 francs avaient été plus souples, et si, dans un parti à l'effort de tous les inébranlables à exploiter, on n'avait pas attendu ces manifestations.

Les petits télégraphistes, je les connais. Ils accomplissent une besogne pénible, difficile et moralement regrettable, pour un salaire dérisoire. Lors de la discussion sur l'attribution des 500 francs, M. le Commissaire du gouvernement Benoit avait annoncé des restrictions en posant à la base le traitement de 3.800 fr. ; on a ainsi écarté des catégories particulièrement intéressantes.

Les aides des postes notamment. Or, il ne faudrait pas que tel ou tel ait particulièrement satisfaction au prix de la menace.

M. Erard. — Monsieur Le Trocquer, avez-vous accordé quelque chose autrement que sous la menace ?

M. Le Trocquer. — Parfaitement.

M. Ernest Lafont. — Vous n'avez jamais rien accordé de tout.

M. Le Trocquer. — C'est vrai. Mais sous la menace !

M. Faure. — Je demande au gouvernement de ne pas refuser de recevoir des jeunes gens qui ont été à un légitime mécontentement et à certaines excès.

Ne prolongez pas le conflit. Vous avez imposé, à des nations, l'obligation de discuter avec des grévistes. N'hésitez pas, aujourd'hui, à entrer en pourparlers avec le personnel.

La Fédération postale confédérée est intervenue en faveur des télégraphistes auxquels les 500 francs n'étaient pas alloués. Elle a obtenu satisfaction pour un certain nombre de catégories, et elle allait aboutir pour l'ensemble quand la grève a éclaté sur certaines excitations.

Je crois qu'en incorporant l'indemnité de résidence au traitement on pourrait régler la question en ce qui concerne les petits télégraphistes. Mais je demande que l'on n'oublie pas la situation des aides.

M. le Président du conseil. — M. Piquenail disait que l'argument électoral est le seul qui soit de nature à toucher le gouvernement. Je ne révoquerai pas cette affirmation, car je serais peut-être amené à demander si M. Piquenail ne s'est pas occupé des télégraphistes qu'a partir du jour où ils ont été en grève.

Pendant que la Fédération confédérée discutait avec le gouvernement, la Fédération unitaire n'est pas intervenue. Elle n'a manifesté son action — action qui n'a pas été favorable à la solution du problème — que lorsque la grève a éclaté.

Il s'agit, en réalité, une tempête dans un verre d'eau. Le gouvernement s'est efforcé de ne pas laisser qu'il n'a pas créés. Il n'a pas voulu faire supporter par les seuls fonctionnaires les conséquences de nos difficultés financières et économiques, et vous n'avez pas oublié les efforts qu'il a faits, devant le Sénat, pour obtenir le vote des 200 francs. Mais le texte, adopté par le Parlement, comporte des restrictions que le gouvernement est tenu d'observer.

Nous n'avons qu'un mot à ajouter, et c'est un conseil : Jeunes des P.T.T., continuez la lutte, sans vous lasser, avec toujours la même ardeur et la même fermeté, et les parlementaires et ministres seront les premiers à vous céder, à vous accorder votre dû !

L'ANTIPARLEMENTAIRE.

Une femme va être exécutée en Angleterre

L'exécution de Lora Annie Lynn, âgée de quarante ans, condamnée à mort pour meurtre de son mari, a été fixée au mercredi 23 mars.

Dans cette affaire, la justice anglaise a battu tous les records de vitesse, dans l'ordre du crime légal.

En effet, la meurtrière a été arrêtée le 1^{er} mars, condamnée à mort le 7^{er} suivant, avec un recours en grâce en sa faveur.

Mais on n'en tient pas compte, et le bourreau se tient prêt, et la cloche de Reading va sonner son glas lugubre.

La justice anglaise est froide et pressée, comme toujours !

Les mauvais temps en Méditerranée

Toulon, 9 mars. — Le mauvais temps sévit sur toute la région. Hier, démontée, rend la navigation difficile. Les petits bâtiments fuyant la bourrasque se sont réfugiés au Creux Saint-Georges et dans les ports de la côte. La température s'est sensiblement abaissée.

A GENÈVE

Le conseil de la Société des Nations a tenu hier après-midi une séance privée, qui ouverte à 15 h. 30, s'est prolongée jusqu'à 19 h. 45.

La discussion la plus absolue est observée au sujet de cette séance. Toutefois, le conseil a procédé à une conversation sur plusieurs questions d'importance prévues à l'ordre du jour.

Les membres du conseil se sont en particulier entretenus du mémorandum de l'Allemagne relatif à son entrée dans la Société des Nations. Il a été décidé de renvoyer le projet d'entrée de l'Allemagne à l'assemblée de septembre, seule compétente en vue de l'admission de membres.

Le conseil s'est également occupé de la question de Dantzig et du territoire de la Sarre. La conversation a eu un caractère officieux, et aucune décision n'a été prise. D'ailleurs le conseil n'était pas au complet, le représentant de la Suède, M. Undén, étant absent et n'ayant annoncé son arrivée à Genève que pour mercredi.

Il semble qu'un accord ait été établi en principe, pour établir une réponse commune du conseil au mémorandum allemand. On ne croit pas qu'il ait été question, au cours de la séance de cet après-midi, de la sécurité et du désarmement.

Le 17 mars le pain sera vendu un sou de plus

Il n'y a pas de raison pour que ça finisse et ça ne finira pas. Le pain continuera à monter parce que le peuple ne dit rien et se laisse entraîner par les décisions de la Commission des farines.

Car il y a une Commission des farines dont le rôle est, semble-t-il, d'accorder aux boulangers tout ce qu'ils demandent.

Or cette Commission, on s'en souvient, émit l'avis que le pain serait porté à 1 fr. 65 le kilo dès le début de la semaine prochaine. L'avis a reçu l'approbation du préfet de la Seine et le 17 mars prochain, le bon peuple paiera son pain un sou de plus au kilo.

Car ça montera encore, soyons sans crainte.

Le retour de Toulon

Toulon, 10 mars. — Après avoir terminé leur visite administrative à San-Salvador, MM. Maurice Quentin, président du Conseil municipal de Paris, Georges Pointel, vice-président et Jules Ratignou, secrétaire, sont rentrés à Toulon.

Ils ont renouvelé leurs remerciements à l'armistice Brissot, ainsi qu'au commandant du cuirassé « Paris » pour l'accueil qui leur fut réservé.

La délégation des Ediles parisiens a quitté Toulon dans la soirée, à destination de Paris, pour assister demain aux obsèques de M. Jean Morin, conseiller municipal du quartier de Berçay.

On demande combien coûtent ce déplacement, ces félicitations à des émanances, tous ces chichis, tous ces diners, tous ces voyages ? On serait curieux de connaître le chiffre ?

Deux bourgeois se battent

Deux bourgeois, en mal de publicité, ont ressuscité, hier matin, l'usage burlesque du duel.

Il ne se sont pas faits beaucoup de mal. Armand Massard a blessé Lucien Gaudin, l'escrimeur connu des milieux sportifs.

C'est à rigoler cinq minutes : une petite blessure en son honneur à la main.

Il n'en mourra pas, mais cela ne réhabilita pas cet usage démodé, qui n'avait plus l'air, depuis quelques temps, que d'être un truc pour le cinéma !

Morte à 104 ans

Strasbourg, 10 mars. — La femme la plus âgée d'Alsace, Mme Ehling, vient de mourir à l'hôpital de Saverne.

Née le 24 mai 1821, elle avait donc atteint l'âge respectable de 104 ans. Elle s'était mariée en 1850 et resta veuve après dix-huit ans de mariage, d'un de ses fils, capitaine de gendarmerie dans l'armée française, est mort accidentellement pendant la guerre, écrasé par une automobile. Une de ses filles fut, en 1920, victime d'un accident semblable.

La centenaire a gardé jusqu'au dernier jour son entière lucidité.

Nous la félicitons d'avoir atteint cet âge d'or, mais nous ne la félicitons pas d'avoir eu pour fils un capitaine de gendarmerie.

C'est le Consul albanais qui a assassiné Gurakuki

On mande de Bari, qu'un coup de théâtre s'est produit au cours de l'enquête faite au sujet de l'assassinat de M. Gurakuki, ex-ministre des finances albanais. Différentes personnes avaient fourni à la police le signalement d'un individu qui se trouvait au moment du crime près du meurtrier. Or, ce signalement correspondait à celui du consul d'Albanie à Bari. Ce dernier s'est présenté une première fois à la police pour être confronté avec les témoins qui affirmaient l'avoir vu. En présence des résultats de cette confrontation, le consul s'est embarqué sur un vapeur se rendant en Albanie.

Aujourd'hui on en tient les funérailles de M. Gurakuki. Le chargé d'affaires d'Albanie à Rome, M. Libehov a été appelé à Bari, où il sera entendu par les autorités.

Les incendies de forêts dans le Var

Draguignan, 10 mars. — L'incendie qui a éclaté dans le bois de Ragnan, près de Saint-Maximin, a pris de graves proportions, en raison du fort mistral qui souffle. De Brigolles et de Draguignan, des secours ont été envoyés. Des troupes coloniales vont aussi se transporter sur les lieux.

Le mouvement gréviste des jeunes P. T. T. s'affirme et se maintient

BONS SYMPTÔMES A RETENIR

Nous avons appris, hier soir, qu'un inspecteur était passé au Bureau 107, rue Benjamin-Constant, il a demandé aux dames auxiliaires, gardiens, manipulant, dames employées, de vouloir bien recueillir dans leur quartier du personnel pour assurer le service pendant trois, quatre ou cinq jours.

D'autre part, une dame auxiliaire de Paris (19) me disait ce matin qu'une circulaire était passée concernant les receveurs et chefs de service : « Les jeunes facteurs n'ayant pas repris leur service ce matin 10 mars 1925, devront, lors de leur entrée, s'adresser à la direction de la Seine ».

Dans l'après-midi d'hier, trois tournées ont été faites.

Des télégrammes devant être distribués dans les bureaux 39, 10, 76, 107, 79, sont parvenus au bureau 19 !

Le mouvement des jeunes des P. T. T. continue avec la même ampleur qu'au début.

Hier, le nombre des grévistes n'avait pas diminué. Au contraire, ils sont plus nombreux que les jours précédents. Le matin, meeting à dix heures, où tous les grévistes se retrouvèrent, après leur tournée dans les bureaux pour délaucher ceux qui seraient tentés de rentrer.

Les orateurs habituels de la F.P.U. et des Jeunes expliquèrent la situation et encouragèrent les grévistes à continuer jusqu'au bout.

Déjà certains signes annonciateurs de la victoire se font jour. Dans les sphères administratives on laisse entendre que les pouvoirs publics recherchent une solution équitable du problème.

L'après-midi, les jeunes des P.T.T. ont organisé entre eux une petite fête très réussie.

Quelques-uns chantèrent, d'autres jouèrent des airs connus et à la mode. L'un avait apporté son accordéon, l'autre son banjo, celui-ci son violon, celui-là sa mandoline. Un orchestre se forma et la musique commença.

Procédés communistes

(SUITE)

DOCUMENTS PUBLICS ET DOCUMENTS CONFIDENTIELS

Les anarchistes ont pour devoir d'aider la vérité dans sa marche rénovatrice. Mais cette aide est parfois bien pénible à soutenir, et plus d'un compagnon s'arrête à mi-chemin, écorché par les forces mauvaises du mensonge. C'est que ce dernier est roi actuellement, et son royaume s'étend à travers toutes les catégories d'humains, toutes les classes sociales. Mais l'on ne doit pas se décourager, et notre actuelle faiblesse doit être pour les anarchistes la source d'une activité sérieuse et efficace.

Nous avons démontré, dans les deux articles précédents, l'immense contribution que le mensonge apporte au Parti communiste. Si rebute, si ingrate que soit notre tâche, le devoir impératif d'informer, de démasquer les yeux des quelques bons camarades illusionnés encore par ce parti, nous oblige à décrire leurs procédés infâmes envers les institutions et les militants prolétaires, de défense ou d'attaque.

Nulle organisation n'est à l'abri de leur activité dissolvante ; nulle, non plus, ne doit méconnaître la force destructive formidable de cette noie espérée : les racines communistes. Pour aujourd'hui nous devons nous occuper de la force de l'Union des Locataires ; les documents employés — facteurs de vérité — prenant une large place, nous nous contenterons de les publier sans commentaires ou presque, nous réservant ce soin dans le prochain article.

D'ici là nous prions nos camarades de conserver avec soin le présent article, afin de le comparer au deuxième. Nous sommes convaincus de leurs très grandes utilités, et notre plus grand désir serait de voir cette conviction partagée par le plus grand nombre de compagnons.

Nous ne sommes pas de ceux qui se contentent de constater des défaits de l'Union Confédérale des Locataires avec le Parti Communiste, fidèle à sa tactique de désagrégation, ce dernier entend régner sans conteste dans cette organisation. Nous donnerons les véritables raisons de cette prétention dans le prochain article. Mais l'Union Confédérale des Locataires, plus prévoyante que certaine organisation syndicale, on certaine association d'anciens combattants, entendant être maîtresse de son action, prit ses précautions : il était grand temps — et barra la route aux destructions systématiques des organisations nationalistes et redoublant d'activité de ces dévoties. D'où grande fureur des communistes et redoublement d'activité de ces derniers au sein de l'organisation rebelle.

Le motif de leur fureur réside en cette décision suivante, parue dans *Le Réveil des Locataires*, organe mensuel de l'Union Confédérale des Locataires, en le n° 43 de janvier 1925 :

Décision du Comité exécutif national du 9 janvier 1925

« Le Congrès de l'Union... »

« Rappelez aux Fédérations... »

Charte d'Unité

« Le Congrès de l'Union Confédérale des Locataires... » réuni les 20 et 21 mai 1923, Salle de la Bellevilloise, à Paris, adopte « à l'unanimité » la motion suivante qui est la Charte de l'organisation des Locataires.

« L'U.C.L. accepte dans son sein tous les exploités de la propriété bâtie, quelles que soient leurs opinions politiques, philosophiques ou religieuses. »

« Toutefois l'U.C.L. déclare qu'elle n'agira jamais sur « un mot d'ordre étranger à l'organisation » et ne se mettra à la remorque d'aucun parti politique. »

